

Une aide spontanée, coordonnée et tournée vers l'avenir

La Suisse a très vite réagi aux bouleversements survenus en Afrique du Nord : dès mars 2011, elle décidait de renforcer sensiblement son engagement dans la région, plus particulièrement en Égypte, en Tunisie, au Maroc et en Libye. La spécificité suisse réside dans le fait qu'aide humanitaire et coopération au développement sont assurées par une même entité. De Mirella Wepf.



Depuis le 17 décembre 2010, rien n'est plus comme avant en Afrique du Nord. Ce jour-là, le suicide par immolation d'un marchand de légumes tunisien a fait la une des journaux du monde entier. À peine trois semaines plus tard, la flambée des prix des denrées alimentaires provoquait des émeutes dans toute l'Algérie. En Égypte, la révolte a commencé le 25 janvier, «journée de la colère». Mi-février, des foules sont descendues dans la rue à Benghazi, en Libye. Le 18, plusieurs dizaines de personnes ont été abattues lors d'une manifestation, ce qui a débouché en quelques jours sur une guerre civile et finalement sur l'intervention de l'OTAN.

La DDC peu présente avant les révoltes

Jusqu'à l'éclatement des révolutions arabes, la coopération suisse au développement n'était pas très active en Afrique du Nord, puisqu'elle s'adresse en général à des pays où la pauvreté est plus grande. La DDC était présente uniquement au Maroc, où elle travaillait depuis 2008 à la protection des migrants et à l'amélioration des secours en cas de catastrophe. Au début de l'année 2011, les activités de la Suisse dans la région ont très vite évolué. Burgi Roos, cheffé de la section Europe et bassin méditerranéen à la DDC, a élaboré en février déjà, sur mandat de la direction, un projet succinct pour un futur programme de soutien. Elle l'a préparé avec Gabriele Siegenthaler Muinde, responsable de l'équipe Afrique du Nord, et Véronique Bourquin, membre de cette équipe. Le document identifiait les principaux domaines dans lesquels la Suisse pouvait apporter son aide. Il a servi de base à la stratégie que le Conseil fédéral a approuvée le 11 mars.

Engagement de cinq services fédéraux

Quelques jours plus tard, une première séance de coordination réunissait cinq services fédéraux issus de trois départements : le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), qui réalisait déjà des projets d'infrastructures et de promotion des petites et moyennes entreprises en Égypte et en Tunisie ; la

Manifestation des syndicats contre le chômage à Tunis en mai 2011.



Julien Chateaufort

Fuyant le régime du colonel Kadhafi, des milliers de Libyens ont franchi la frontière tunisienne en mars 2011.

division Sécurité humaine de la Direction politique du DFAE, qui s'attachait à promouvoir les droits de l'homme et la politique de paix en Égypte ; tous deux ont été rejoints par l'Office fédéral des migrations (ODM), la Direction du droit international public du DFAE et la DDC.

Cette dernière, plus précisément la section de Burgi Roos, assure aujourd'hui la coordination générale du programme au sein de l'administration fédérale. La division Sécurité humaine du DFAE coordonne le volet « Transition vers la démocratie », le Seco la partie « Développement économique » et l'ODM le domaine « Migration et protection ».

Un budget annuel de 57 millions de francs a été réservé à la mise en œuvre du programme. Il se répartit comme suit : 4 millions pour la transition démocratique, 47 millions pour le développement économique et 6 millions pour la migration et la protection. Ces ressources servent à financer une centaine de projets et d'initiatives.

Poissons et canaux en Égypte

En Égypte, le programme suisse met l'accent sur le développement économique et l'emploi, car le processus de transition politique comportait beaucoup plus d'incertitudes dans ce pays qu'en Tunisie, par exemple. « Au départ, il y avait peu d'éléments à partir desquels nous aurions pu promouvoir efficacement la démocratisation », explique Gabriele Siegenthaler Muinde. Dans ce domaine,

la Suisse a néanmoins saisi l'occasion de soutenir le processus électoral.

Pour stimuler le développement économique, la Suisse collaborera par exemple avec l'organisation WorldFish afin de renforcer l'élevage de poissons. Ce projet permettra de créer 10 000 emplois, dont 900 pour des femmes dans le secteur de la vente. Il se réalise dans cinq gouvernorats : l'élevage d'espèces de poissons offrant un meilleur rendement



Samuel Stacey/WorldFish

L'élevage de poissons devrait permettre de créer 10 000 emplois en Égypte.



Moïse Samian/NTF/Reuters/afp

En Tunisie, comme dans d'autres dictatures arabes, l'appareil sécuritaire participait activement à la répression et n'était soumis à aucun contrôle démocratique. La Suisse soutient aujourd'hui la réforme du secteur de la sécurité dans ce pays.

Gel d'avoirs financiers

Début 2011, le Conseil fédéral a ordonné rapidement le gel des comptes bancaires détenus en Suisse par des « personnes politiquement exposées » de Tunisie, d'Égypte et de Libye. Cette mesure prise, il s'agit ensuite d'identifier l'origine de ces fonds et de restituer aux pays concernés les avoirs acquis de manière illicite. La Tunisie et l'Égypte ont adressé à la Suisse des demandes d'entraide judiciaire, dont certaines ont déjà été traitées. Pour bloquer les fonds provenant de ces deux pays, le Conseil fédéral a fait usage des pouvoirs que lui confère la Constitution fédérale. Une loi, actuellement en préparation, devrait l'habiliter dorénavant à prendre une telle mesure sans recourir au droit d'urgence. Le cas de la Libye est différent, car ce pays faisait l'objet de sanctions prononcées par l'ONU. Dès lors, l'ordonnance du Conseil fédéral se basait sur la loi relative aux embargos.

et l'amélioration de l'alimentation permettront d'optimiser la production de quatre piscicultures existantes, tandis qu'une nouvelle installation sera construite dans le gouvernorat de Minya.

Un autre projet sera réalisé à Assouan dans le secteur de l'eau. Il y a plusieurs décennies, le Fonds de développement égypto-suisse y a construit des « canaux suisses » dans le cadre d'un programme de désendettement. Partant de cette réalisation, le nouveau projet prévoit notamment d'approvisionner en eau un quartier populaire et d'aider les autorités à réduire les pertes, parfois considérables, dont souffre le réseau actuel. La DDC peut d'ailleurs compter sur les compétences du Seco. Celui-ci est présent en Égypte depuis longtemps. Il intervient en particulier dans le domaine de l'eau, soutenant par exemple la construction de stations d'épuration et le dialogue politique national sur ces questions.

Aide humanitaire et sécurité en Tunisie

En Tunisie, le programme est placé sous la direction d'un comité de pilotage bilatéral. Ce dernier est présidé par le ministère tunisien de l'investissement et de la coopération internationale ; il collabore étroitement avec d'autres ministères. Pour la mise en œuvre, un bureau de programme a été intégré dans l'ambassade suisse. Il dispose d'antennes à Kasserine et à Médenine.

En 2011, le déploiement d'une aide humanitaire à la frontière tuniso-libyenne figurait en tête des priorités. Au printemps, des milliers de personnes ont fui la Libye pour se réfugier en Tunisie, au point que la ville de Dehiba a vu arriver plus de 8000 réfugiés en un seul week-end. Aujourd'hui, la Suisse coopère aussi très activement avec la Tunisie dans les domaines de la transition vers la démocratie et du développement économique.

Elle contribue notamment à la réforme du secteur de la sécurité. « Ce projet a pris un départ remarquable », se réjouit M^{me} Siegenthaler. Comme dans beaucoup d'autres pays, les forces de sécurité tunisiennes jouaient un rôle important dans la répression et n'étaient pas soumises à un contrôle démocratique. La Suisse a financé la phase initiale de la réforme, réalisée par le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), basé à Genève. Depuis, les responsables du projet ont conclu un protocole d'entente avec trois ministères et défini les priorités des futures activités opérationnelles.

Migration au Maroc

La DDC est présente au Maroc depuis 2008 déjà. Compte tenu du risque élevé de séismes, d'avalanches et de sécheresses, elle contribue à la prévention des catastrophes. Avec l'Office fédéral des migrations, elle vient d'autre part en aide aux ré-



Samia Mahgoub/UNDP

Ces Libyennes brandissent fièrement leur carte électorale le 7 juillet 2012. Elles participent aux premières élections libres organisées depuis près de cinquante ans. Il s'agissait de désigner les 200 membres du Congrès national général.

fugés d'Afrique subsaharienne qui arrivent dans le pays. Elle a d'ailleurs intensifié cet effort, car le Maroc sert de voie de passage aux migrants en route vers l'Europe. « Nous mettons surtout l'accent sur la protection des femmes et des enfants : ils affluent depuis l'Algérie et sont souvent victimes de trafic d'êtres humains et de violences sexuelles avant d'arriver à la frontière », relève M^{me} Siegenthaler. La Suisse élargit aussi ses activités dans les domaines du développement économique, de la transition vers la démocratie et des droits de l'homme. Au total, elle soutient une trentaine de projets et d'initiatives au Maroc.

Élections en Libye

La Libye est le pays qui reçoit la part la plus modeste de l'aide suisse à l'Afrique du Nord. Compte tenu de ses recettes pétrolières, elle est en mesure de financer elle-même nombre de projets. Par ailleurs, sa situation politique reste des plus instables. « Pour l'heure, nous explorons avec prudence les possibilités de coopération », explique Burgi Roos. « Le régime de Kadhafi ne disposait pas d'une administration au sens classique du terme, de sorte qu'il y a peu de structures étatiques sur lesquelles nous pourrions nous appuyer. » Selon les possibilités, la Suisse fournit toutefois de l'aide en Libye. Ainsi, la DDC cofinance un projet de soutien psychosocial pour les enfants, que

Caritas met en œuvre à Misrata. En 2011, plusieurs équipes humanitaires d'intervention d'urgence ont été envoyées sur place. La Suisse a également soutenu les activités médicales du Comité international de la Croix-Rouge et les premières élections libres tenues en 2012.

Une approche unique

La condition des femmes en Afrique du Nord est un sujet qui préoccupe particulièrement Burgi Roos et Gabriele Siegenthaler Muinde. « Les droits des femmes sont mis à rude épreuve », constate M^{me} Roos. « Le fait que les ex-premières dames aient milité pour l'égalité des droits ne facilite pas les choses. Aujourd'hui, le mouvement semble s'inverser », complète sa collègue. Les périodes d'instabilité apportent souvent de l'eau au moulin des mouvements conservateurs, provisoirement du moins. « Les pays nord-africains, explique Burgi Roos, se sont moins préoccupés des questions sociétales que l'Occident. Ils vont devoir aborder ces thèmes et cela prendra du temps. » C'est pourquoi la Suisse consacre plusieurs de ses projets à la problématique du genre.

Bien qu'il soit trop tôt pour apprécier globalement l'efficacité du programme pour l'Afrique du Nord, un premier processus d'évaluation a déjà démarré. « En matière de coopération au développement, il faut du temps avant de pouvoir mesurer les ré-

S'adapter à la situation

L'Algérie n'est pas incluse dans le programme de la Confédération pour l'Afrique du Nord, car le pays n'a pas connu le même bouleversement politique que ses voisins. Quant au Proche-Orient, la situation y est extrêmement fragile depuis plus d'un siècle. La DDC fournit une aide humanitaire. Comme d'autres services fédéraux, elle tente d'adapter ses activités à la situation et aux défis de la politique de développement. Dans les territoires palestiniens occupés, elle réalise un programme à long terme.



Scott Nelson/NYT/Reutux/af

Les réseaux sociaux, comme Facebook, ont prouvé leur capacité à mobiliser des foules (ici au Caire en janvier 2011). Mais les médias traditionnels, en particulier la télévision, ont également joué un rôle important dans les révoltes arabes.

sultats», explique Burgi Roos. Elle s’attend donc à ce que les efforts s’étendent sur plusieurs années, voire plusieurs décennies. « Mais nous sommes sûrs d’obtenir un bon impact. » Cette confiance repose notamment sur l’étroite collaboration entre les divers services fédéraux, ajoute M^{me} Roos : « Les acteurs externes nous font souvent remarquer que notre approche est unique en son genre. En effet,

l’aide humanitaire et la coopération sont réunies au sein d’une même entité, et nous exploitons les synergies. » Cela améliore d’ailleurs l’image de la Suisse dans les pays partenaires, précise de son côté M^{me} Siegenthaler. ■

(De l’allemand)